

Printemps arabe, six mois après, où en est-on ?

On l'a déjà écrit : la théorie du complot a la dent dure. Ses théoriciens continuent d'affirmer que l'Occident capitaliste est l'instigateur des «révoltes arabes» ! Mais encore une fois, rien ne sert de nier que c'est l'obstination de ces régimes dynastiques à réprimer au lieu de répondre aux aspirations démocratiques de leurs peuples, qui est à l'origine des immixtions occidentales et non l'inverse. Cela posé, où en est la situation dans les pays touchés par l'onde de choc tunisienne ?

La Syrie. Lundi dernier, le gouvernement syrien a adopté un projet de loi encadrant la création de nouveaux partis, ouvrant la voie au multipartisme. Confronté depuis le 15 mars à des manifestations dont il n'a pu venir à bout en dépit d'une répression qui a fait plus de 1 500 morts, le pouvoir de Bachar al-Assad n'avait, pour ainsi dire, pas d'autre choix. Toutefois, si les manifestations dans plusieurs villes syriennes se poursuivent, attention à la manipulation des chiffres : un million de personnes dans les rues de Hama (1,4 million d'habitants) le 15 juillet, 600 000 à Deir Ez-Zor, autant à Homs, cela laisse rêveur !

On se demande comment tient le régime quand on sait

qu'en Egypte et en Tunisie, la mobilisation n'a jamais atteint de tels chiffres ! Mais comme Damas interdit aux journalistes de s'y rendre, il est impossible de vérifier !

Au Yémen, la situation est encore plus préoccupante. La stratégie du chaos poursuivie par le président Saleh conjuguée à l'entrée en scène de la Qaïda pour la péninsule arabique (AQPA) est en train de précipiter le pays vers le pire. En ordonnant à ses forces armées de ne pas s'opposer à l'offensive des islamistes dans la province d'Albyane, dans le sud du pays, le pouvoir de Saleh croit pouvoir retourner la situation en sa faveur : la prise de Zinjibar, capitale de la province, livrée sans combat aux islamistes, a provoqué une fuite massive de la population vers Aden. Abdallah Ali Saleh escompte ainsi que le peuple l'appelle à rétablir l'ordre et la stabilité !

Quant à la situation libyenne, elle est plus compliquée qu'elle n'en donnait l'air lorsque l'Occident avait décidé d'en finir avec le régime de Kadhafi. L'offensive des insurgés marque le pas. L'enlèvement est

bien là. Contrairement à Paris qui avait claironné un peu tôt la fin imminente du colonel libyen, Washington admet, par la voix de son plus haut gradé, l'amiral Michael Mullen, que l'Otan est dans «une impasse». On se met dès lors à parier sur une «révolution de palais» pour débloquer la situation. Moralité : imposer la démocratie à coups de bombes n'est pas la bonne solution !

En Tunisie et en Egypte, le plus dur reste à faire. L'enjeu pour ces deux pays : se doter de constitutions réellement démocratiques, instituant la séparation des pouvoirs, l'alternance politique, et excluant toute instrumentalisation du religieux à des fins politiques. Dénominateur commun des forces progressistes des deux pays : éviter que la révolution ne soit confisquée par les forces qui n'y ont pas pris part ou qui, à l'instar des Frères musulmans en Egypte ou d'Ennahda en Tunisie, restées à l'écart du mouvement populaire, n'ont pas renoncé à leur prétention de représentants exclusifs du peuple. C'est la raison pour laquelle en Egypte, à l'exception des islamistes, la plupart des forces politiques demandent que la nouvelle Constitution soit élaborée avant les élections.

Vendredi dernier, les islamistes ont menacé de déloger par la force les manifestants occupant depuis plusieurs jours la place Tahrir et qui demandent aux militaires de ne pas trahir l'esprit de la révolution ayant mis fin au pouvoir de Moubarak ! En Tunisie, après le report des élections au 23 octobre, le but est d'éli-



Par Hassane Zerrouky

re une Assemblée constituante représentative de tous les courants du pays afin d'éviter qu'une seule force politique n'impose son ordre politico-constitutionnel au pays.

En conclusion, ces révolutions ou révoltes, qu'importe le terme, sont en fait la traduction d'une crise de la représentation politique des sociétés arabes et maghrébines et expriment un besoin impérieux de changement démocratique.

Un exemple : l'abstention massive en Algérie, au Maroc, en Egypte aux divers scrutins durant ces dix dernières années, exprime une défiance populaire envers le politique et montre combien les institutions «élues» sont éloignées des peuples qu'elles sont censées représenter !

H. Z.

FÉLICITATIONS

La direction et toute l'équipe du *Soir d'Algérie* félicitent très chaleureusement leur ami et collègue

Amine Andaloussi
ainsi que sa dulcinée Rym

suite à leur mariage.

Meilleurs vœux de bonheur et de prospérité pour cet avenir qui s'ouvre devant vous. Amine, laâkouba à des sextuplés (que des filles) inch'Allah.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Surtout pas en septembre, malheureux !

Selon le ministre de la Solidarité, l'opération «couffin du Ramadan» n'est pas une fin en soi. D'autres mesures d'aide vont être lancées bientôt.

Le couffin de l'Aïd ?

Généralement, je m'interdis de porter un jugement sur le calendrier d'une grève. Mes concitoyens qui veulent débrayer ont toute latitude de le faire quand ils le souhaitent, sans qu'un chroniqueur vienne leur conseiller de privilégier telle date par rapport à telle autre. Et puis, qui suis-je moi pour décréter d'une bonne ou d'une mauvaise période pour faire grève, hein ? D'autant plus que là, il s'agit d'une grève professionnelle, si j'ose dire. C'est un corps de métier structuré qui vient de décider d'arrêter le travail et de communiquer dans la foulée les dates de cette cessation d'activité. Mais que voulez-vous, il y a des circonstances comme ça, où l'on se retrouve contraint d'intervenir, de se placer en position d'intermédiaire, même si personne ne vous a demandé de le faire ni ne vous a mandaté. Alors, que mes chers concitoyens de ce corps de métier m'excusent par avance si mon intervention peut leur sembler cavalière, et, surtout, qu'ils ne considèrent pas mon acte comme une tentative d'ingérence. Je ne m'exprime sur ce sujet que «Fi Sabil Allah», en quidam, en personne soucieuse de voir son pays éviter l'embrasement. J'en appelle donc à l'esprit de sagesse et de responsabilité des pompiers ! Oui, je viens de lire votre annonce d'une grève pour sep-

tembre prochain. Et je vous en conjure, changez la date de votre débrayage ! Une grève de la protection civile en septembre ? Pas de pompiers ni de grande échelle ni de lances à eau à la rentrée ? C'est de la folie ! Je dirais même plus, c'est de la foliiiiiie. Le nombre de «i» faisant largement la différence entre le premier et le second «folie», vous l'aurez compris ! Mais messieurs et mesdames de la protection civile, c'est en septembre que nous aurons le plus besoin de vous ! C'est à cette période d'incendie social qu'il nous faudra avoir toutes les casernes de pompiers du pays sur le pied de guerre pour tenter d'éteindre les colères populaires. Vous voulez que je vous cite les foyers en devenir ? Les potentialités plus que probables d'embrasement ? Sortie du mois de Ramadan. Dettes contractées pour se nourrir durant le mois sacré. Aïd. Fournitures scolaires. Charges renouvelables annuellement. Vous voulez que je continue ? Non ! Bien sûr ! Cette liste est déjà suffisante pour vous alerter sur la nécessité d'avoir un service public comme le vôtre prêt à intervenir en septembre. Vous comprendrez alors ma panique à la seule évocation d'un incendie généralisé en septembre, et vous, bien sagement assis dans la cantine de votre caserne, à taper le carton. Frères pompiers, sœurs pompettes ! Ne nous laissez pas tomber en septembre. Débrayez en octobre, en décembre ou le 31 février prochain, mais pas en septembre ! Dieu et Vulcain vous le rendront en centuple ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.